

Accord UE-Mercosur : tous les feux sont au rouge

Ce 16 juin, la Commission européenne a lancé une vaste consultation publique consacrée à la politique commerciale commune de l'Union européenne (UE) fortement remise en cause par la pandémie du Covid-19. Pour la Belgique et les autres Etats européens, c'est une occasion à ne pas manquer pour réviser en profondeur le modèle actuel d'accord de commerce et d'investissement. La coalition belge « Stop UE-Mercosur » appelle dès lors les gouvernements et les parlementaires belges à saisir cette opportunité, en commençant par s'opposer à cet accord qui ne respecte pas les balises essentielles en termes de développement durable et de respect des droits humains et sociaux.

La crise sanitaire du Covid-19 a révélé la fragilité du système économique mondial largement interconnecté, et les secteurs de la santé ainsi que de l'alimentation attirent particulièrement l'attention. Le manque de masques et de matériel de protection pour le personnel soignant et la ruée vers les producteurs locaux ont démontré que la libéralisation à tout crin n'est pas la solution à tout. Dans ce contexte, l'avancée des négociations de l'accord commercial entre l'UE et les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) est ralentie, non seulement par le Covid-19 mais aussi par la situation politique au Brésil et la mauvaise conjoncture économique de l'Argentine. Toutefois, malgré les réserves également émises par plusieurs parlements et gouvernements européens, la conclusion de cet accord reste bel et bien à l'agenda. C'est pourquoi la coalition belge « Stop UE-Mercosur », qui regroupe des organisations agricoles, des ONG et des syndicats, entend rappeler les impacts hautement toxiques de cet accord de libre-échange¹.

Agriculture : 74 % des produits phytosanitaires utilisés au Brésil sont interdits en Europe

Le modèle agro-industriel dominant dans les pays du Mercosur se base sur l'accaparement des terres par une minorité de grands propriétaires, ainsi que l'utilisation massive de pesticides et d'OGM dans l'agriculture, ainsi que d'antibiotiques et d'hormones de croissance pour l'élevage. Or, l'accord UE-Mercosur prévoit une suppression totale des droits de douane pour 82% des importations agricoles en provenance de ces pays, et des taux préférentiels pour les produits sensibles. C'est le cas par exemple pour l'importation de 99 000 tonnes de viande bovine du Mercosur qui pourront s'introduire en Europe à taux réduit. D'autre part, les

¹ <https://fugea.be/stop-a-laccord-commercial-ue-mercotur-position-de-la-plate-forme-belge-ue-mercotur-19-juin-2020/>



Vendredi, 19 juin 2020

contrôles aux frontières ont été réduits pour faciliter le commerce et réduire les coûts, diminuant ainsi la possibilité de détection et de remédiation en cas de problème.

Le contenu de l'accord marginalisera l'agriculture familiale des deux côtés de l'Atlantique au profit de l'agrobusiness et menacera par ailleurs la sécurité alimentaire européenne. *« Ce n'est pas en signant des accords commerciaux comme celui-ci que nous pourrions soutenir la relocalisation de notre agriculture et une transition de nos systèmes alimentaires, comme le préconise la Commission européenne dans sa nouvelle stratégie De la Fourche à la Fourchette. Ce manque de cohérence est dangereux. Nos agriculteurs ne peuvent être soumis à des injonctions contradictoires les sommant de respecter des standards de production plus élevés, tout en étant concurrentiels avec des productions encadrées par des normes plus laxistes »,* indique Timothée Petel de la FUGEA, syndicat agricole.

Climat : le Brésil, le Paraguay et l'Argentine font partie des 10 pays où la déforestation est la plus dévastatrice

La déforestation est due à 80% à des activités d'agriculture et d'élevage et contribue largement à augmenter les émissions de CO₂, cause principale du réchauffement climatique. *« L'accord UE-Mercosur va intensifier l'agriculture industrielle. On est ici dans un schéma du serpent qui se mord la queue, et c'est un cercle vicieux au niveau écologique. Tout le monde a en tête les images de l'Amazonie en feu qui avaient alerté le monde entier l'an passé. Il est temps de refuser d'alimenter le modèle économique qui provoque ce type de catastrophes »,* souligne Hélène Capocci, d'Entraide et Fraternité.

Droits des travailleurs et des peuples indigènes non garantis

« Le Brésil n'a pas ratifié la norme fondamentale du travail 87 de l'OIT sur la liberté syndicale, mais il ne respecte pas non plus les normes qu'il a ratifiées. La Confédération syndicale internationale (CSI) a ajouté le Brésil à la liste des dix pays les plus mauvais au monde en termes de respect des droits du travail. Les progrès réalisés ces dernières années en matière de développement social et de droits du travail ont été anéantis sous Bolsonaro » pointe Sharon Burrow de la CSI. Par ailleurs, la pression d'exploitation commerciale qui s'accroît sur la forêt amazonienne augmentera les conflits socio-environnementaux, dont souffrent déjà les peuples autochtones vivant sur ce territoire. Pourtant, l'accord UE-Mercosur ne garantit pas un cadre qui permet de sanctionner les violations de droits. *« C'est une demande incessante de la société civile : que le respect des clauses sociales et environnementales soit aussi contraignant que les autres clauses commerciales de l'accord.*



Vendredi, 19 juin 2020

Et que la violation de ces engagements soit passible de sanctions fortes qui aillent au-delà des recommandations et d'un rapport d'experts », explique Sophie Wintgens du CNCD-11.11.11.

Le questionnement qui découle de la crise sanitaire et amène à l'ouverture d'une consultation par la Commission européenne représente une occasion à ne pas manquer pour refonder notre modèle économique actuel afin de garantir la justice sociale et la sauvegarde écologique nécessaire à la reproduction de la vie. **Pour toutes ces raisons, la coalition belge « STOP UE-MERCOSUR » appelle le gouvernement fédéral et les gouvernements des entités fédérées ainsi que les parlementaires belges à s'opposer à cet accord que la Commission européenne entend leur soumettre.**

Contacts FUGEA

- **Philippe Duvivier** – Président : 0491 56 33 86
- **Hugues Falys** – Porte-parole : 0497 61 64 14

Organisations signataires

- 11.11.11 -Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging
- ACV-CSC
- Boerenforum
- Broederlijkdelen
- CNCD-11.11.11
- Entraide et Fraternité
- FGTB-ABVV
- FMB
- FUGEA
- Greenpeace
- MAP
- MIG
- Oxfam
- Wervel

